

Affaire Lepaon - Eléments d'analyse de la crise de la CGT : "Ce qui demeure, c'est la peur du vide et le risque de réactivation de la querelle pour le poste"

vendredi 2 janvier 2015, par [PELLETIER Robert](#), [PERNOT Jean-Marie](#) (Date de rédaction antérieure : 25 décembre 2014).

Entretien. Au moment où la CGT traverse une crise inédite mettant en cause fonctionnement, orientation et responsables, Jean-Marie Pernot, membre de l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires) et auteur de *Syndicats : lendemains de crise ?* [1], nous propose des éléments d'analyse et des pistes de réflexion

Robert Pelletier - Jusqu'où la crise que traverse la CGT peut-elle aller ?

Jean-Marie Pernot - La crise de l'appareil est profonde, et laissera des traces encore plus durables que celles survenues à l'occasion de la succession de Bernard Thibault. Elle a des effets en bas difficiles à mesurer : beaucoup de motions remontent demandant le départ de Thierry Lepaon, y compris en provenance de structures intermédiaires (beaucoup d'unions départementales, pas mal de fédérations en particulier du public). On sait aussi que pas mal de cartes ont été rendues... Dans quelles proportions ?

Si un coup d'arrêt n'est pas marqué au niveau central, la crise de confiance peut continuer à se répandre et avoir des effets dévastateurs sur les effectifs. Étant donné l'ancrage social de la CGT, elle aura du mal à s'en tirer en minorant l'importance des sommes gaspillées. Si une rupture avec ces pratiques n'est pas clairement manifestée, cela va aggraver les tendances antérieures qui n'étaient déjà pas très porteuses.

Soutien au secrétaire général et à la direction confédérale d'un côté, critiques plus ou moins radicales de l'autre. Quels en sont les ressorts et les délimitations sur le fond ?

Le soutien légitimiste a déjà fortement reculé et même pratiquement disparu. Ce qui demeure, c'est la peur du vide et le risque de réactivation de la querelle pour le poste. Depuis un moment, le bureau confédéral dysfonctionne, c'est la trace persistante du conflit antérieur au congrès mais aussi des méthodes de travail peu performantes impulsées par le secrétaire général. Il va de soi que si la CGT savait où elle va, tout ceci se réglerait plus facilement. Tous les bricolages consistant à augmenter le nombre de membres du bureau ou à en changer certains ne régleront rien.

Dans les syndicats, il y a manifestement une demande de clarification et surtout une attente de

stratégie, car la CGT semblait en apesanteur déjà au sortir de l'été, avant même qu'éclate « l'affaire ».

Le plus étrange est le caractère pas très explicite des divergences de fond. On sait qu'il y a eu débat autour de la nécessité ou non d'affirmer une plus grande proximité avec le Front de gauche, mais on ne voit pas très bien la portée de ces différences. Quel que soit le positionnement choisi, il ne réglera pas la question de fond qui est la résistance au déclin et la recréation d'un espace de développement pour un syndicalisme « de lutte et de transformation sociale » qui est dans le programme de la CGT. Depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, les résultats électoraux sont dans l'ensemble mauvais, les adhérents manquent à l'appel et les objectifs fixés en matière de réorganisations internes sont en échec. Coller au Front de gauche ne peut pas être une solution, puisque lui-même est sur une pente négative. Manifestement, le sens du mouvement a été perdu, ce qui explique les errances de la bureaucratie.

Les critiques visent à la fois les pratiques liées à la démocratie interne et les repères politiques. Quelles pistes pour sortir du blocage ?

La CGT n'a aucune tradition en matière de règlement de ses tensions internes, et pas davantage dans la façon de choisir ses dirigeants, ce qu'on appelait avant la « politique des cadres ». Pour l'essentiel, celle-ci était gérée au Parti communiste plus qu'à la CGT. La centrale doit inventer des procédures et des modalités propres. C'est peu dire qu'elle en est loin quant à la démocratie ! Le passage de témoin entre Louis Viannet et Bernard Thibault en 1999 avait été plus simple parce que Thibault s'était imposé lors du conflit de 1995. Cette fois, les régulations internes de l'appareil n'ont pas fonctionné parce qu'il n'y en a pas et que personne ne s'imposait. Une organisation qui n'arrive pas à faire naître ses propres cadres est une organisation qui va mal.

Mais pour moi, la crise vient de plus loin. La CGT est désajustée de son projet social et politique : elle l'est dans ses bases sociales car l'essentiel de ses troupes est dans les zones centrales du salariat, et pas dans la large périphérie des précaires, des temps partiels, dans la sous-traitance et dans le travail externalisé. Elle continue à s'appuyer sur des secteurs qui peinent à produire le sens de leur propre activité : dans l'énergie, les effectifs fondent et le sommet reste crispé sur le nucléaire au risque de ringardiser toute la CGT ; les cheminots continuent à entretenir des mythes ; la fédération du commerce campe sur le conservatisme. Celles du secteur public ne vont pas très bien non plus, que ce soit la fédération des finances qui a perdu cinq points d'un coup aux élections, ou celle des services publics (collectivités territoriales) qui a perdu des électeurs alors qu'elle a présenté plus de listes que la dernière fois. La fédération de la métallurgie, toutes tendances confondues, ne fait pas grand-chose pour sortir des grosses boîtes et aller voir un peu chez les sous-traitants où se trouve la classe ouvrière aujourd'hui.

Quant à la question des alliances, le « syndicalisme rassemblé » ne rassemble personne. La CGT a rarement été aussi isolée depuis vingt ans, à part dans ses relations avec la FSU qui elle-même ne se porte pas très bien. Le syndicalisme de lutte recule, les travailleurs sont accablés par la situation sociale et politique, et le discours de dénonciation du gouvernement « socialiste » n'embraye pas non plus. C'est un peu la réédition des années 1984-1986 qui n'avait pas spécialement réussi à la CGT. Trouver le juste positionnement pour passer ce moment difficile supposerait une qualité de débat qui n'a pas grand-chose à voir avec le spectacle actuel.

Que révèle cette crise sur les (dys)fonctionnements des syndicats en général et pourquoi ne touche-t-elle que la CGT ?

Les autres centrales ne sont pas touchées comme la CGT aujourd'hui. Si celle-ci l'est particulièrement, c'est en raison de son histoire propre, de son mode de fonctionnement, d'un

certain affadissement de sa vision du monde, pour des raisons évoquées plus haut. Mais le mal profond atteint toutes les centrales.

Il y a certainement un décalage entre les « manières de faire » des grandes organisations et ce qu'il faudrait pour réduire cette extériorité entre syndicats et salariés. Je pense que le syndicalisme gagnerait à être plus « sociétal », j'aurais bien dit « mouvementiste » mais c'est dur quand il n'y a pas de mouvement. Aujourd'hui, le syndicalisme d'en bas est assigné à l'entreprise, au négociable et, en haut, il est incorporé dans la sous-traitance des politiques publiques, avec ses feuilles de route et ses agendas dictés par les pouvoirs publics. Intégré en haut et en bas, quelle est la marge, quels sont les objectifs propres ? Il manque un programme minimum de sauvegarde des intérêts des travailleurs dans un cycle de rapport de forces défavorable. Je ne rêve pas au grand soir, juste à des objectifs modestes mais qui soient les siens, et que le syndicalisme pourrait porter sur une base unitaire.

Que penser des attitudes réservées du gouvernement et du patronat ?

Le patronat n'a rien à faire de ce qui se passe au sommet des appareils syndicaux, il doit même y avoir quelques sourires à voir la CGT piégée dans des affaires d'argent. Quant au gouvernement, je trouve qu'il n'a pas été si silencieux que ça. Avec les casseroles que l'entourage de Hollande collectionne, Valls aurait même pu se dispenser de ses recommandations sur la nécessaire probité des acteurs sociaux...

Propos recueillis par Robert Pelletier

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 270 (25/12/2014). <http://www.npa2009.org/>

Notes

[1] Gallimard Folio Actuel, 2010, 8,40 euros